

M. le président, mesdames, messieurs,

Devant une assemblée fictive, il est probablement bon, d'abord, de s'annoncer. Du point de vue philosophique, je m'inscris dans la filiation positiviste qui, notamment, a été illustrée par l'éthique de la connaissance défendue par Jacques Monod. Du point de vue politique, je n'ai besoin que d'un mot pour me définir : la République. Républicain de cœur, j'adhère aux principes du solidarisme. Comme Clemenceau, je reconnais comme étoile polaire de l'humanité le fait qu'il n'est aucun homme qui n'ait besoin d'un autre homme. J'affirmerai, d'emblée, que l'écologie est à prendre comme un progrès de la connaissance humaine, et que celui-ci n'est qu'une nouvelle occasion pour de plus hautes réalisations d'humanité.

La question qui m'est posée ne manque pas d'actualité. Politique notamment, car je vois déjà les rangs de nos amis écologistes grossir, les gorges se déployer pour rivaliser de verdure politique et les partis pérorer tous plus fort les uns que les autres pour se faire premiers défenseurs du climat et des bêtes. Et pourtant, aujourd'hui, le mal de tête progresse... un excès d'ivresse et l'arrêt brutal de Copenhague, la « gueule de bois » dérange et voilà qu'on se dit : « cette écologie tout de même, qu'elle est envahissante... place ! place ! » Aux exigences démesurées d'une écologie étouffante, l'homme puéril et matérialiste veut pouvoir profiter un peu, lui qui est déjà submergé par les contraintes, la vie chère, les impôts. Oh bien sûr ! il s'inquiète des ours polaires, il veut bien trier ses déchets, mais que tout cela vienne à remettre en cause quelques éléments de son confort et *stop*, il freine des quatre fers et pressent le complot qui se trame contre lui.

Mais cette réponse repose sur un malentendu. L'écologie ni ne laisse ni ne refuse à l'homme aucune place. Elle dit simplement ce qui est. Et cette réalité emporte des conséquences qui, en effet, peuvent constituer des limites à la latitude de l'homme dans son rapport aux choses.

Or, dans sa réponse épidermique, l'homme oublie que l'écologie n'offre pas une alternative, elle établit un constat et des prévisions. Certains veulent les contester, notamment en ce qui concerne le réchauffement climatique. Qu'il me soit permis de m'arrêter un instant sur ce crime perpétré chaque fois que l'on donne la parole à de tels individus. Il me suffira d'en appeler au bon sens le plus élémentaire et à la responsabilité des journalistes.

Une théorie scientifique n'apparaît pas subitement et ne peut être rejetée brutalement. Il y a une règle de bon sens en matière scientifique : seules les revues à comité de lecture – c'est-à-dire dont les publications sont sélectionnées par la communauté – font foi. Or, que découvre-t-on à y regarder de près ? Que sur tous ceux qui aiment s'inviter sur les plateaux ou dans les colonnes pour raconter à quel point le réchauffement est un mythe, pas un seul n'a été publié ne serait-ce qu'une seule fois dans une telle revue. Cela ne veut pas dire qu'il y a un complot de l'ensemble de la communauté scientifique pour défendre un dogme, bien au contraire : les théories climatiques sont discutées, critiquées, affinées, des modèles sont parfois abandonnés. Cela veut dire en revanche, que certains ont besoin de se faire mousser et que d'autres acceptent de jouer sur l'ignorance des masses pour gonfler la publicité et les tirages...

Qu'une découverte scientifique vienne interdire une certaine représentation idyllique de l'homme, voilà qui n'est pas nouveau. La réponse, elle, n'est pas neuve non plus. Marc-Aurèle, déjà, se disait à lui-même : « *Que la force me soit donnée de supporter ce qui ne peut être changé et le courage de changer ce qui peut l'être mais aussi la sagesse de distinguer l'un de l'autre* ». La sagesse, loin de refuser les avancées de l'écologie scientifique, appelle le courage de considérer les efforts à accomplir et inventer une humanité qui s'y conforme sans se renier.

Considérons les antécédents que je viens d'évoquer. Car c'est la science en général, bien plus que l'écologie, qui nous fait connaître la place, entendue comme condition, de l'homme.

Lorsque la Terre fut proposée comme ronde au lieu de plate, c'était accepter la réalité. Cette théorie interdisait alors la conception du monde qui plaçait la Terre au centre de tout, donc l'homme, donc Dieu. Ce n'est pas la révolution scientifique qui posait problème mais la révolution politique qu'elle impliquait en bouleversant les fondements de l'époque. On décida d'envoyer livres et hommes au bûcher et pourtant, malgré l'*auto da fé*, la Terre demeurait ronde et tournait quand même.

Lorsque Darwin et Lamarck avancèrent l'idée que les espèces résultaient d'une évolution progressive, leur découverte induisit une réévaluation de la place de l'homme. Celui-ci ne pouvait plus être une création *ex nihilo* à l'image de Dieu. Celui-ci ne *pouvait pas* avoir créé les espèces telles qu'elles se présentaient à notre regard. Il *devait*, au mieux, avoir conçu le plan de ces développements. Là encore, on a pu refuser la réalité, celle-ci demeurait telle qu'elle était.

Lorsque, enfin, la science, combinant les découvertes de la chimie, de la physique et de la biologie, arriva à la conclusion que l'esprit humain n'est que le fruit d'une construction génétique et épigénétique du cerveau, support matériel de la pensée, certains refusèrent et refusent encore d'en admettre les conséquences.

L'âme réduite à de la matière, le libre arbitre comme illusion, c'est trop retrancher pour ceux qui veulent penser l'esprit intouchable, inobservable, métaphysique.

Y a-t-il là blasphème ? Convenez avec moi que la piété des stoïciens fait alors figure d'humanisme et n'est pas à dédaigner. Notre condition, Camus l'a bien senti, a quelque chose d'absurde. Mais face à l'univers insensible, qu'est-il de plus beau, que de lui opposer nos plus belles réalisations de civilisation ?

J'en arrive ainsi à la réponse politique que cette question appelle. Après avoir dit quelques mots sur les origines de l'écologie et les bornes de son interprétation, j'établirai le constat de notre situation environnementale avant d'insister sur les efforts nécessaires pour se conformer aux limites imposées. La taxe sur l'énergie est alors particulièrement éclairante. Enfin, dans une optique plus politique, je reviendrai sur quelques éléments de la vie politique actuelle avant de démontrer en quoi, tant face aux défis internes qu'internationaux, seule la proposition d'un projet de société résolument républicain est en mesure de susciter l'adhésion du plus grand nombre et de permettre la mobilisation nécessaire.

Aux sources de l'écologie.

Remontons un peu le temps. La première religion a été celle de la nature. Doué de volonté mais ignorant tout de la mécanique des choses, l'homme attribua aux éléments une volonté semblable à la sienne. La communion avec la nature était alors aussi grande que la compréhension des éléments était faible. C'est alors que certains esprits attentifs s'engagèrent sur la voie de la connaissance. Peu à peu s'est développée cette science des lois et la technique qui en tire profit. L'homme est devenu le maître. Son industrie a prospéré.

L'écologie a appris à l'homme que cette maîtrise et cette industrie avaient des conséquences qui pouvaient se retourner contre lui. Au fond, l'écologie n'est véritablement née qu'avec les grandes pollutions qui en ont justifié l'étude. La grande puanteur de Londres peut ainsi être rangée au rang des événements qui ont présidé à son éclosion. Mais il fallu de nombreuses catastrophes, de nombreux morts et de nombreuses laideurs pour sensibiliser le plus grand nombre à ces questions.

Découvrant les conséquences fâcheuses de la transformation humaine des choses, l'écologie impose alors des limites. Certes, ce n'est pas la première fois que l'homme découvre des limites. Selon le mot de Paul Valéry, les progrès de l'esprit humain pourraient se résumer dans un tableau où une colonne reprendrait les songes qu'il a formés, et l'autre les réalisations associées. Le mythe d'Icare d'un côté, l'avion de l'autre. L'écologie rappelle à tous que le jeune homme du mythe est tombé d'avoir voulu voler trop haut.

Pourtant, elle ne dit rien de plus.

Les bornes de l'interprétation du donné écologique.

L'écologie est une nouvelle étape. En plaçant l'homme au sein d'un environnement dans lequel son activité prête à conséquences, elle interdit de le concevoir comme un maître absolu. En ce sens, elle interdit la représentation, certes valorisante mais néanmoins erronée de l'homme divinisé, d'ailleurs si clairement exprimée par les Ecritures : « *Soyez féconds, multipliez, remplissez la terre et soumettez-la, et dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout animal qui se meut sur la terre.* »

Mais l'écologie ne permet pas pour autant une position inverse qui est tout autant absurde. Un courant écologiste, dit de l'écologie profonde, ne laisse pour le coup, lui, que peu de place à l'homme. Concevant la nature comme la valeur suprême, il voit en l'homme un être nuisible dont il faut limiter l'impact. Celui-ci étant grandement proportionnel à la population, diminuer celle-ci réduirait celui-là. Mais si les écologistes *profonds* ne disent pas comment faire, l'Histoire, elle, l'a suffisamment relaté en lettres de sangs. La science ne crée pas de hiérarchie, elle énonce des faits. Il est aussi absurde de placer l'homme au-dessus de la Nature qu'au-dessous.

L'écologie place donc l'homme dans son cadre environnemental. Dans ce cadre, elle réduit sa latitude, ce qu'on pourrait voire par extension comme une autre forme de remise en cause de sa place. Ce n'est pourtant qu'un contingence matérielle impérieuse dont il convient à présent d'évaluer l'ampleur.

Le dur constat.

Pour les commodités de notre exposé, nous diviserons les limites révélées par l'écologie en deux ensembles : celles qui concernent les pollutions proprement dites et celles qui touchent à l'épuisement des ressources non renouvelables. Le réchauffement climatique, parce qu'il participe des deux logiques en combinant épuisement des ressources et émissions de gaz à effet de serre, mérite une place particulière justifiant de concentrer notre attention.

La réalité que met à jour l'écologie est dure. Pendant 250 ans, l'expansion économique de l'humanité s'est faite sans tenir compte ou presque des rejets et des bouleversements que ses activités induisaient. Ces externalités négatives sont aujourd'hui prises en compte par certaines réglementations et processus de fabrication. C'est la catégorie des « pollutions » que j'évoquais à l'instant. Je ne m'attarderai guère sur ces questions très techniques, souvent particulières. J'en citerai seulement une qui est un véritable défi et qui démontre que ces questions ne sont pas que pures coquetteries bien qu'elles en aient parfois l'apparence. Chaque jour sont rejetés des litres d'eau à cause des toilettes. Or, l'usage grandissant et probablement excessif des médicaments entraîne la présence dans cette eau de fortes concentrations de substances actives. Les conséquences sur les espèces animales et sur les êtres humains qui consomment l'eau d'aval sont très graves et souvent méconnues. Un effort est à accomplir sur ce point pour stopper ce désastre quotidien. Toilettes sèches, épuration ou traitement, circuits fermés, il doit être possible de trouver les moyens les plus efficaces au meilleur coût pour enrayer ce drame, véritable bombe à retardement.

L'autre catégorie, celle de l'épuisement des ressources non renouvelables, parce qu'elle s'accompagne de la terrible question du réchauffement climatique, attirera plus longuement mon attention. Pendant ces deux siècles et demi de révolution industrielle, l'humanité a produit et consommé avec l'idée que l'énergie ne serait jamais plus chère demain qu'aujourd'hui. Le prix des choses a été calculé sans tenir compte de l'érosion du stock non renouvelable à notre disposition. C'est comme si une entreprise de meubles ne tenait pas compte du prix de renouvellement de son stock de bois. Je ne donnerais pas chère de son action sur les marchés financiers... pourtant, tel est le cas de notre modèle économique.

En ce sens l'écologie remet en cause l'*homo oeconomicus*, elle limite la place de l'homme en lui interdisant certains excès de la société de consommation. Les termes posés sont simples. En matière énergétique, l'épuisement des ressources conduira nécessairement à une pénurie grandissante qui aura pour effet de les renchérir. Leur utilisation doit être maîtrisée et limitée.

En matière de réchauffement climatique, c'est la capacité de la planète à absorber les émissions de gaz à effet de serre qui doit être considérée. Le problème est arithmétique. Avec 6 milliards de tonnes de carbone émises par an durant la décennie 1990 et une capacité de récupération deux fois moindre, il est nécessaire de diviser par deux nos émissions de l'époque pour cesser de faire augmenter la concentration en carbone dans l'atmosphère. Et encore, cela ne permet que de cesser l'aggravation des choses. Pour véritablement limiter les effets induits par la concentration actuelle, il est nécessaire de les réduire davantage.

Réparti équitablement, cela revient à diviser les émissions d'un Américain par 10, d'un Anglais ou d'un Allemand par 5 à 6 et celles d'un Français par 4. A l'inverse, cela autorise un Nigérian à en émettre 4 fois plus. Un Indien par exemple, dépasse déjà de peu cette limite qui revient à environ une demi tonne de carbone par an et par personne.

Cette division par deux de nos émissions de 1990 *n'est pas négociable*. La question n'est donc pas du type : « est-ce que ? » mais bel bien *quand et comment*.

Que nous refusions de nous conformer volontairement à cette limite et soit l'explosion des prix due à la pénurie nous rappellera à l'ordre, soit les conséquences du réchauffement climatique s'en chargeront. Face à la réalité, mieux vaut décider soi-même de faire les efforts nécessaires pour s'y conformer plutôt que d'attendre une mise au pas dans des conditions subies probablement bien plus désagréables.

C'est tout l'enjeu du rapport rendu en 2004 par Sir Nicholas Stern, pourtant l'un des plus grands argentiers de la planète. Le coût de l'inaction sera de très loin supérieur aux dépenses nécessaires si l'on agit immédiatement. Il fixe ces dépenses à 1% du PIB mondial. Il affirme notamment que « *la stabilisation des gaz à effet de serre à 500-550ppm de CO₂-équivalent nous coûtera, en moyenne, 1% du PIB en 2050. C'est significatif, mais toujours compatible avec la croissance et le développement, par opposition à un changement climatique non maîtrisé, qui va au final constituer une menace sérieuse pour la croissance* ».

Pourtant, le temps presse. Notre inertie peut faire passer la concentration stabilisée en CO₂ de une fois et demi à quatre fois celle précédant la révolution industrielle ! Cette stabilisation demandera par ailleurs un ou plusieurs siècles selon notre réactivité.

L'augmentation de la population rendant l'effort à accomplir d'autant plus grand et l'autorisation d'émettre d'autant plus basse, inutile de dire qu'il est plus que temps de se mettre au travail. Ce travail demande des efforts d'une extrême intensité.

Efforts matériels, économiques et humains.

La quasi-totalité des activités humaines sont concernées. Des investissements structurels s'imposeront, lesquels feront réellement figure de grands travaux. Aménagement du territoire, isolation des bâtiments existants, développement des chemins de fers, des transports en commun et des canaux, soutien à

la filière bois qui devra se développer, restructuration de l'agriculture. Bref, une mobilisation et une somme de projets considérables et sans pareil dans l'Histoire. Mais si tout cela peut effrayer, rappelons-nous que le choix n'existe pas : il *doit* en être ainsi. Les émissions *doivent* être divisées.

Ces émissions sont à rassembler sous une unité de mesure unique qui est l'équivalent carbone. Comme il a été dit, c'est l'indifférence au prix de celui-ci qui a conduit l'Humanité à vivre au-dessus de ses moyens naturels. C'est donc ce prix qu'il faut aujourd'hui rétablir à sa juste valeur. Or, le moyen le plus efficace d'atteindre ce but est d'introduire une taxe qui rétablisse la vérité réelle au sein du modèle économique. Il est en effet facile d'être compétitif quand on comptabilise pour rien l'épuisement des ressources et les dommages à l'environnement.

Rappelons que l'impératif est d'éviter à tout prix un report du pétrole vers le charbon, dont les réserves abondantes limiteraient le prix, mais qui aurait des conséquences particulièrement catastrophiques. Hélas, la Chine, par exemple, est déjà engagée sur cette pente dangereuse.

Les projets actuels de taxe carbone ont oscillé entre 35 et 180€ par tonne de carbone. Elles ne concernent pas toujours l'ensemble des activités alors que, nous l'avons vu, c'est une nécessité. Il pourrait être décourageant de se dire qu'un chiffre bien plus adéquat pour modifier suffisamment les comportements serait de 1500€ par tonne. Une telle taxe est absolument nécessaire, elle a de plus une grande valeur pédagogique.

Une telle taxe est-elle viable ? Là encore, la vraie question est plutôt : comment *rendre* une telle taxe viable ?

Jean-Marc Jancovici a calculé, à partir d'une taxe aussi élevée, des exemples d'augmentation du prix de certains biens. A titre d'exemple : le prix du litre d'essence doublerait, le budget annuel pour une voiture citadine augmenterait de 1 300€ sur un an, le chauffage de 2 800 à 3 600€. Les denrées alimentaires offrent peut-être une idée plus lisible : pratiquement 12€ de plus pour un kg de viande de bœuf au détail, seulement 1,5€ pour un poulet fermier, mais bien évidemment 5€ pour les fruits et légumes importés. Le cas des produits manufacturés est bien sûr similaire.

Excusez cet inventaire à la Prévert, mais il est éloquent. Songeons seulement que si ces chiffres effraient, ils sont ceux d'une mise à niveau *volontaire* et par conséquent sûrement inférieurs à ceux que provoqueraient une mise au pas *imposée* par la force des choses.

Il est bien évident qu'un tel effort pourrait amener à répondre que l'écologie, aussi contraignante, ne laisse aucune place à l'individu, qu'elle broierait ainsi notamment les plus modestes. Il existe des moyens de parer aux injustices que ne manquerait d'établir un tel système. La première consiste à réduire d'autres impôts en contrepartie. Le fait est que cet impératif de réduction s'impose à tous, des plus riches aux plus humbles.

Bien loin de nous conduire au renoncement et à la ruine, cela souligne la nécessité de proposer une vision d'ensemble qui aille bien au-delà de la seule sensibilité écologiste.

Cette partie étant résolument politique, il est bon de s'arrêter un instant sur l'état de la situation. En effet, d'une part la politique actuelle ne tourne pas uniquement autour de la question écologique et, d'autre part, même si ce serait faire injure aux tenants de l'écologie politique de leur dénier la conscience que le combat pour l'environnement est aussi un combat social et citoyen, cela limite leur capacité à affronter les défis à venir. Je crois en effet que ce combat, véritable défi pour la civilisation, prime l'écologie et qu'il n'est pas équivalent de le considérer induit par elle.

Quelques constats sur la vie politique française.

La société de consommation et le néo capitalisme financiers n'ont pas eu que des conséquences écologiques. On a assisté durant les dernières décennies à des mutations profondes de nos sociétés, tant sociales que culturelles. Ces mutations sont à mettre en regard avec les partis politiques dont les faiblesses sont autant le fruit du désengagement des citoyens dans le débat politique que des défaillances de la classe politique.

Certains éléments sont à prendre en considération pour replacer l'écologie dans son contexte. En effet, je refuse de placer l'écologie au sommet d'une quelconque hiérarchie des priorités. Le déclassement du niveau culturel moyen et de la maîtrise de la langue. La détérioration des conditions de travail, notamment au niveau psychologique ce dont témoignent les récents drames humains. L'abaissement de la fonction présidentielle, le reniement du parlementarisme par l'acceptation d'un véritable totalitarisme partisan. Le découplage criant des élus, y compris locaux, de leurs électeurs par l'accapement de la représentation

politique par les partis qui réduit la démocratie à un vaste marché d'étiquettes et de slogans. La crise de la presse et de la qualité de l'information et de l'offre médiatiques, alors que le contrôle de l'action politique par les journalistes et la formation d'une opinion publique pluraliste sont les soubassements de la démocratie républicaine parlementaire. Tous ces éléments font système et appellent une offre politique qui les englobe tous de manière cohérente.

Je peux avoir l'air naïf et simpliste de réduire sous le mot de République ce que je veux ; je crois plus réductionniste encore de parler d'écologie. C'est la raison pour laquelle il faut considérer le mouvement écologiste à sa juste valeur. Reconnaissons lui le mérite d'avoir obligé toutes les formations à s'engager sur ce terrain.

Les apports en demi-teinte de l'écologie politique.

Yves Frémion, député européen d'Europe-Ecologie et journaliste, a retenu mon attention. Il a probablement raison d'affirmer que l'écologie politique a été la « *seule idée nouvelle dans la vie politique française depuis la dernière guerre* ». Cependant, le fait que l'écologie soit peu ou prou la seule avancée scientifique qui puisse avoir des retentissements politiques majeurs relativise la portée de cette affirmation flatteuse mais péremptoire.

Il reconnaît d'ailleurs qu'il s'est agi de transformer une écologie scientifique, dont il attribue la paternité à Ernst Haeckel au XIX^e siècle, en une véritable conscience incarnée par une organisation. Or, cette organisation a revêtu dès l'origine une certaine forme qui, à mes yeux, sans la disqualifier, lui retire le droit à l'hégémonie idéologique. Née principalement dans des mouvements contestataires post-1968, l'écologie, il le dit lui-même, s'est toujours pensée réformatrice et révolutionnaire.

Au-delà de la pertinence de la formule sur laquelle on pourrait méditer... tout réformisme est une révolution des petits pas quand un révolutionnaire est en fait un immobiliste braillard. Ce n'est pas nouveau. En revanche, cela révèle le côté, passez moi l'expression, quelque peu baba-cool de l'écologie politique. Les positions relatives aux drogues douces et, globalement, très libertaires, témoignent de cette nonchalance que l'on constate régulièrement en observant le personnel de cette famille politique.

Mais plus grave encore, l'écologie politique, plus encore si l'on regarde les associations qui gravitent autour, prend l'allure d'une nouvelle religion. Elle a son Dieu, la Nature. Elle a ses évêques, son conciles et ses dogmes. L'interdit religieux du nucléaire, hélas démenti par toutes les études sérieuses relatives à la lutte contre le réchauffement climatique, quoi qu'on puisse souhaiter dans son for intérieur d'une sortie de celui-ci, témoigne de l'emprisonnement idéologique, militant et électoral dont est victime le mouvement.

Manque de vertu au sens du *Quattrocento*, faiblesses politiques, dogmatisme, tout cela me conduit à penser que malgré tous les mérites de l'écologie politique, celle-ci est incapable, seule, de parvenir à concrétiser l'effort de mobilisation colossal qu'appellent les ajustements aujourd'hui connus grâce à l'écologie scientifique.

Pour le démontrer tout en proposant une alternative, je veux dire comment, bien plus que l'écologie qui, certes, ne laisse que peu de place à l'*homo oeconomicus*, ce sont les bouleversements à venir qui pourraient remettre en cause ce qu'en humanistes nous considérons comme la place de l'homme. Le second, quant à lui, est l'affirmation que seule une pensée républicaine se saisissant de la question écologique pourra maintenir cette place dans les crises qui s'annoncent et en proposer une, certes idéale, au terme du chemin. C'est alors réconcilier l'homme entre sa condition *réelle*, et sa place *esthétique* qu'il peut se construire et pour laquelle il peut se lever et se battre.

Il existe un lien sociologique entre économie et société.

Et il n'est point besoin d'être marxiste pour constater, qu'en effet, notre manière d'organiser la transformation des choses par force humaine et l'échange des biens et services ainsi produits n'est pas sans incidence sur la société qui y est associée. Toutefois, il ne faut pas surévaluer la mécanique du phénomène. On a pu voir l'économie de marché fonctionner parfaitement dans des sociétés de totale liberté comme d'absolu totalitarisme. S'il y a donc bien sûr quelques polices qui s'imposeront d'elles-mêmes dans les rapports humains suivant le modèle économique, l'infrastructure dirait Marx, ces polices ne constituent pas une civilisation et une politique. Souvenons-nous que la Grèce esclavagiste recelait toutes les formes de gouvernement depuis le collectivisme spartiate à la monarchie en passant par la ploutocratie. Pourquoi en serait-il différent d'un monde écologique ?

Plus que la lutte des classes, c'est l'importance des intérêts économiques et le poids politique des argentiers et magnats qui est une constante des sociétés humaines. Mieux encore, c'est la prédominance des responsables de la vie économique, apparatchiks des soviets ou capitaines du grand capital, qui est bien

souvent constatée. C'est la raison pour laquelle je me méfie de l'angélisme de certains qui considèrent que dès l'instant où l'en s'engage sur la voie écologiste alors une société plus juste sera au bout du chemin.

La difficulté de la question écologique viendra de l'adaptation, de la période de transition. Durant celle-ci, les bouleversements à attendre provoqueront des troubles nationaux et internationaux, sociaux et économiques qui pourraient remettre en cause les fondements de nos sociétés démocratiques. C'est cet impact qu'il ne faut pas négliger. Les craintes que certains formulent à l'endroit d'un écologisme qui se traduirait par un retour en force de l'Etat et le danger de nouvelles formes de totalitarisme ne sont pas infondées. Oui, la nécessité d'une forte intervention publique doublée de l'application de principes parfois dogmatiques et formulés, non comme des réalités physiques, mais comme des préceptes moraux – voyons la posture de certains partisans d'Europe Ecologie – comporte un tel risque. Il y a de l'écologie à l'écologisme aussi peu de distance qu'entre la science et le scientisme.

Une fois encore, vouloir changer la société de consommation pourrait se traduire par des doctrines niant l'individu, cherchant un *homme nouveau*. Celui-ci n'existant pas, l'écologie, alors, pourrait ne pas laisser de place à l'homme. C'est pourquoi nous devons conserver la plus grande prudence dans la mise en œuvre des adaptations formidables qu'appelle le respect des limites physiques de notre Terre. Cela passe, notamment, par considérer ces impératifs physiques et économiques comme n'étant que des nécessités d'intendance. La véritable fin de la politique doit rester de construire une société plus juste dans laquelle tous les individus se voient offrir les moyens d'épanouissement les plus amples possibles.

Qui plus est, engager les peuples vers le respect des limites écologiques revient à provoquer volontairement les bouleversements qui ne manqueront de se produire si l'on ne fait rien. Avouez que ce n'est pas très engageant. Je doute de la force de séduction d'un tel programme autant que je doute du postulat optimiste des écologistes que j'évoquais. Voilà pourquoi je préfère indiquer pourquoi une société plus juste est possible et souhaitable et en quoi, par chance, cela se concilie fort bien avec une écologie volontaire et maîtrisée.

C'est une position que je crois plus à même de créer l'enthousiasme. Présenter la justice économique, des rapports économiques faits de coopération plus que domination, des modes consommation plus sobres et plus humains, une société où l'éducation importe plus que le confort matériel, voilà les éléments importants d'une politique. Cette attitude me semble par ailleurs d'une plus grande vigilance et d'une plus ferme détermination que de parler d'écologie d'abord et de société ensuite. Considérer les impératifs de l'écologie comme une occasion de réaliser cette politique, voilà qui laisse toute latitude à l'homme une fois d'accord sur ce que l'homme doit être.

Cette double dimension de placer l'homme au centre de nos préoccupations par rapport à une écologie impérieuse mais extérieure, tout comme l'exigence d'une rigueur dans l'action politique, voilà qui se retrouve également au niveau des questions internationales que soulèvent la question posée.

La question sera tranchée à l'échelle planétaire.

La place de l'homme, conscient, libre, debout mais également tolérant, juste, altruiste, sera confrontée aux bouleversements écologiques au niveau international. Il y a deux dynamiques à considérer qui, pour antinomiques qu'elles soient, seront à n'en pas douter toutes deux présentes à l'avenir. Il y a celle de la coopération, dynamique de réunion. Et il y a celle d'affrontement et de conflits, dynamique de division.

Les liens entre les deux sont complexes et, là encore, vigilance et détermination vont de pair. Si la mode est à la politique autrement, la bonne vieille politique des intérêts et des chancelleries sera une réalité difficile à remettre en cause.

Le réchauffement climatique appelle un réel consensus international sur les questions écologiques. Là encore, celui-ci se fera d'autant plus facilement que ces questions feront partie d'une vision d'ensemble pour l'avenir de l'humanité. L'autorisation d'émission de carbone peut-être équitablement répartie entre les hommes sans distinction de nationalité. Dès qu'elle ne l'est pas, se conformer aux impératifs signifie sauvegarder le privilège de certains en maintenant les autres dans leur servitude. C'est parce que les Etats du Sud suspectent les Etats du Nord de participer de cette logique égoïstes qu'ils refusent de consentir des efforts. L'attitude des Etats-Unis est criante en la matière. Pourtant, il y a pire qu'une absence de coordination en cette matière.

En effet, les bouleversements prochains les plus graves viendront probablement de l'épuisement des ressources pétrolifères. Le fameux *pic oil* peut-être déjà atteint. Une ressource toujours plus rare et que l'on considère indispensable, stratégique, vitale, et voilà les guerres de prédation qui reparaissent.

Quelle place restera-t-il à l'homme dans ce chaos ? Comment l'éviter ? Je pense que l'Europe a un rôle majeur à jouer dans cette partie. Elle me semble sur le point de pouvoir développer une conscience

politique propre et de parvenir à une véritable présence sur la scène internationale. Prenons tous ensemble, au sein de notre Continent, les résolutions imposées par les éléments et dans la formule de justice que j'ai exposée d'une répartition mondialement équitable. Et alors nous aurons plus facilement avec nous les Etats du Sud, et alors nous ramènerons peut-être le géant américain à la raison. Dans le même temps, développons une capacité de défense et d'intervention pour, qu'une fois acceptés par une majorité d'Etats, ceux-ci aient la légitimité pour faire respecter les décisions qui non seulement auront été prises, mais s'imposent encore une fois *par la force des choses*.

Les forces de réaction à cette œuvre nécessaire et juste, les guerres entre Etats, les migrations massives et parfois violentes, sont autant de choses qui demanderont de savoir user tour à tour d'idéalisme, de diplomatie et de fermeté. Il faudra être transparent et ouvert. Il faudra convaincre. Il faudra parfois imposer. Et oui, certainement hélas, il faudra faire la guerre. Pouvons-nous faire reposer pareille responsabilité sur les épaules fébriles d'écologistes embrumés ? Je ne le crois pas.

Qu'il me soit permis d'achever ce passage par un mot de Jean Jaurès s'adressant aux bacheliers d'Albi, visant la France, je me permets d'étendre le propos à l'Europe : « *que l'on puisse dire que jamais sous une armure plus forte ne battit un cœur plus doux* ».

Je dois maintenant conclure. Mes derniers mots sont une adresse. Elle est destinée aux citoyens de France, aux partis d'Europe, et à l'Humanité. Qu'il ne soit pas dit que c'est l'ordre prétentieux de la trop fière Nation française. Qu'il soit dit que c'est simplement l'offrande modeste d'un homme humble et à sa place à tous les autres.

Je veux la République.

Alain disait dans un propos du 18 mai 1935 : « *Dès qu'on laisse aller les choses, dès qu'on se laisse aller soi-même, tout marche comme le professeur de tyrannie l'annonçait ; l'homme n'est bon que forcé. Au lieu que l'autre thèse, selon laquelle, au contraire, l'homme n'est bon que libre, suppose dans les hommes une résolution d'être libre, ce qui est surmonter les intérêts et les passions.* » En ces quelques lignes, il a résumé toute la vigilance qui rend la République si difficile, et toute la vertu qui la rend si nécessaire.

L'écologie peut réduire la place de l'homme d'aujourd'hui en ce qui concerne les aises qu'il a prises pour sa frénésie de consommation. Elle ne doit pas en réduire la grandeur. La mobilisation que demandera l'adaptation écologique ne sera peut-être pas si différente en ordre de grandeur de celle qui a été nécessaire pour faire face aux dernières guerres mondiales. C'est la raison pour laquelle je veux proposer un but justifiant les efforts de tous.

La place de l'homme ne s'évalue pas à l'aune du nombre d'objets qu'il possède ou de kilomètres qu'il parcourt. Elle s'évalue à sa capacité à vivre sa condition en toute connaissance de cause, et à vivre selon les plus beaux élans dont l'humanité sache faire preuve. C'est la raison pour laquelle le résultat qu'il faut attendre de ce grand bouleversement doit être un accroissement des rapports humains alors que la société actuelle manifeste une isolation croissante des individus. C'est pour cela que les réformes envisagées doivent s'accompagner d'une volonté de construire une société plus juste, plus égalitaire, notamment par la réorganisation globale du système fiscal et des rapports de travail.

De l'harmonie avec les lois physiques doit naître une société sobre. Une société où l'être dépasse de très loin l'avoir. Une société où les biens culturels et les relations d'interdépendance doivent être d'une valeur inestimable au regard des biens matériels. C'est réaliser le triomphe des instincts du cœur sur ceux du ventre. Peut-être est-ce tout le bien qui peut sortir du mal – pour parler ainsi de l'effort – accompagnant l'écologie. Saisir une occasion inespérée de pouvoir réaliser ce qui n'aura été pendant si longtemps que l'idéal d'utopistes pétris de bons sentiments.

Mon lyrisme pourrait m'attirer les critiques des pragmatiques qui voudraient s'en tenir à ces questions pratiques et techniques. Ils railleraient sûrement mon idéalisme et mes rêves périmés. Mais leur esprit regardant vers le bas ils ne pourraient pas voir à quel point le mien se tient debout. Esprit d'abord et force ensuite, je veux être en état de sourire aux yeux effrayants de la nature et peut-être même, alors, de l'aimer...

N'est-ce pas là la plus belle place que puisse laisser l'écologie à l'homme ?